

CHAPITRE 2 – Les régimes totalitaires de l'entre-deux-guerres

COURS 1. Les idéologies des régimes totalitaires (p. 56-57)

Sur quels projets idéologiques les régimes totalitaires fondent-ils leur action ?

A - Le fascisme italien

1. La conquête du pouvoir

Né dans une Italie traumatisée par la Première Guerre mondiale, le mouvement fasciste est fondé par Benito Mussolini pour construire un pays fort. En 1919, il crée les « Faisceaux de combat », un mouvement organisé sur un modèle militaire à la fois nationaliste et révolutionnaire, hostile dans un premier temps aux élites traditionnelles.

Pourtant, il apporte très vite son soutien aux grands industriels et aux grands propriétaires, inquiets de l'agitation sociale (grèves, occupations d'usines) engendrée par la crise économique de l'immédiat après-guerre. Les fascistes font régner la terreur dans les usines et les grands domaines ruraux occupés par les ouvriers et les paysans.

Cette stratégie permet à Mussolini de créer le Parti national fasciste en 1921 et d'accéder au pouvoir le 28 octobre 1922 : il organise la « marche sur Rome », ce qui conduit le roi à lui confier la tête du gouvernement.

2. Nationalisme et culte de l'État

L'idéologie fasciste est nationaliste. Mussolini se présente comme le défenseur de la nation italienne dont il veut restaurer la grandeur, en jouant notamment sur la mémoire de l'Empire romain.

Il prône un État fort et autoritaire, réunissant autour de lui la nation italienne et rendant inutiles tous les corps intermédiaires (partis politiques, syndicats, associations). Cet État est défini comme totalitaire.

Les débuts du régime révèlent la nature antidémocratique du fascisme. En 1924, des squadristes assassinent le chef de l'opposition, le socialiste Matteotti. Assumant la responsabilité du meurtre, Mussolini fait voter les lois dites « fascistissimes », concentrant le pouvoir entre ses mains et supprimant les libertés fondamentales (1926).

Le fascisme est traditionaliste, par exemple dans la manière dont il pense le rôle des femmes. Mussolini se rapproche d'ailleurs de l'Église catholique et conclut avec le pape les accords du Latran (1929).

B - Le nazisme allemand

1. Naissance et développement du nazisme

Le Parti nazi (NSDAP) naît dans la République de Weimar, au lendemain de la Première Guerre mondiale. Il a pour chef Adolf Hitler. Resté longtemps un groupuscule extrémiste et antisémite, il trouve grâce à la crise des années 1930 une audience qui permet à Hitler d'arriver au pouvoir par la voie légale, en janvier 1933 (→ chapitre 1).

Hitler ne tarde pas à établir une dictature. Prenant prétexte de l'incendie du Parlement, le Reichstag (27 février 1933), dont il attribue la responsabilité aux communistes, il supprime les libertés publiques et les élections et s'octroie les pleins pouvoirs.

2. Une idéologie raciste, antisémite et nationaliste

Le nazisme est élaboré par Hitler dans Mein Kampf, l'ouvrage qu'il rédige en captivité après l'échec du « putsch de la Brasserie » (1923), une tentative de coup d'État contre la République.

Il affirme que les hommes appartiennent à des races différentes. Selon lui, le peuple allemand (Volk) appartient à la « race aryenne » qui serait la race supérieure. Tout en bas de la hiérarchie des races figurerait la « race juive », considérée comme la cause de tous les maux dont souffre la nation.

L'idéologie nazie niant l'égalité des hommes, elle est à la fois antidémocratique et anticommuniste.

Le rôle de l'État pour les nazis est ainsi d'assurer la domination et la « pureté de la race supérieure », en la protégeant des autres races et en mettant en œuvre une politique eugéniste.

3. Un projet d'« homme nouveau »

Le nazisme prévoit une répartition claire des rôles dans la société : l'objectif ultime d'Hitler est de forger un « homme nouveau », qu'il présente comme un guerrier dominateur. Quant à la femme, elle doit contribuer à la reproduction de la race supérieure.

Le triomphe de cet homme nouveau assurera un nouvel ordre mondial, dominé par un empire (Reich) regroupant toutes les populations de langue et de sang allemands.

C - Le stalinisme en URSS

1. L'arrivée au pouvoir de Staline

Après la mort de Lénine en 1924, son successeur, Joseph Staline, s'empare peu à peu de toutes les instances du pouvoir. En 1928, secrétaire général du Parti communiste, il parvient à exclure son principal rival Trotski, qui doit s'exiler en 1929 avant d'être assassiné en 1940. Les autres opposants de Staline sont tous éliminés dans les années suivantes.

Seul au pouvoir, Staline décide d'accélérer la mise en place du communisme en URSS, nouveau nom de la Russie depuis 1922.

2. Le communisme stalinien

Le stalinisme vise à la création d'une société communiste, dont le socle repose sur le prolétariat qui, par son travail collectif, produit de la richesse. Chacun reçoit ensuite en fonction de ses besoins.

Le communisme souhaite ainsi créer une société parfaitement égalitaire et supprimer ce qui différencie les classes sociales (écarts de richesse et propriété privée), ce qui suppose la nationalisation des industries et des banques et la collectivisation des terres.

En théorie, le modèle soviétique a vocation à se répandre dans le monde entier, par l'intermédiaire du Komintern. Staline défend cependant la construction du

« socialisme dans un seul pays » : la diffusion du modèle soviétique ne sera possible que quand celui-ci sera pleinement réalisé en URSS.

COURS 2. L'exercice du pouvoir totalitaire (p. 58-59)

Quelles formes prend l'exercice du pouvoir dans les régimes totalitaires de l'entre-deux-guerres ?

A - Des régimes dictatoriaux

1. La négation des libertés

En Italie et en Allemagne, les libertés fondamentales (liberté de la presse, liberté syndicale, droit de grève, etc.) sont suspendues.

Si la Constitution de l'URSS reconnaît les principes démocratiques d'égalité et de liberté, ils sont cependant largement niés dans la pratique. Par exemple, Staline se lance dès 1928 dans une politique antireligieuse, contraire aux libertés de conscience et de culte inscrites dans la Constitution.

2. Le système du parti unique

Dans tous ces régimes, un seul parti est autorisé : le Parti communiste (PCUS) en URSS depuis 1918, le Parti national fasciste en Italie depuis 1926 et le NSDAP en Allemagne dès 1933. L'opposition est donc interdite.

L'appartenance au parti est souvent une condition indispensable pour l'exercice de responsabilités, que ce soit dans l'État ou dans la société. En URSS, elle engendre la nomenklatura (nouvelle élite formée des responsables du parti bénéficiant de privilèges).

Ces partis uniques sont aussi des partis de masse, regroupant plusieurs millions d'adhérents.

3. Le culte du chef

Le développement d'un culte du chef, le « guide » doté d'une autorité charismatique, est un trait commun à tous les régimes totalitaires : Mussolini est le « Duce », Hitler le « Führer », Staline le « père des peuples ».

En Italie et en Allemagne, la diffusion de l'idéologie est confiée à un ministère de la Propagande qui organise de nombreuses manifestations de masse, campagnes d'affichage, et utilise les médias modernes (comme la radio). L'État assure aussi un contrôle strict de toute la production artistique et culturelle, ce qui passe par la mise en place d'un art officiel et d'une censure.

B - Un contrôle total de la société ?

1. La prise en main de l'économie et de la production

En URSS, le contrôle de l'économie est assuré à partir de 1928 par la planification. Elle met l'accent sur le développement de l'industrie lourde et donne lieu à une intense propagande (le stakhanovisme). La collectivisation des terres est mise en œuvre : kolkhozes et sovkhoses doivent se substituer à la propriété privée.

En Allemagne et en Italie, le contrôle de l'économie ne passe pas par la suppression de la propriété privée mais par la mobilisation des forces productives afin d'assurer la puissance et l'indépendance du pays : travaux autoroutiers et réarmement rapide en Allemagne, développement de la production agricole en Italie.

2. L'encadrement des individus et des esprits

La volonté de créer un « homme nouveau » suscite partout la naissance et le développement d'organisations de jeunesse destinées au conditionnement des

esprits : les Jeunesses hitlériennes en Allemagne, les Balillas en Italie, ou le Komsomol en URSS. L'enseignement et les enseignants sont placés sous contrôle.

D'autres structures sont destinées à encadrer le reste de la population, notamment dans ses loisirs (« Œuvre nationale du temps libre » en Italie, mouvement « La Force par la joie » en Allemagne).

3. Un contrôle total ?

Il reste difficile de mesurer l'impact de cet encadrement. Si l'enthousiasme est réel, il varie aussi en fonction des réussites du régime. Le plein-emploi ou les succès militaires sont par exemple accueillis avec ferveur dans l'Allemagne nazie.

Une opposition active subsiste, le plus souvent à l'étranger, animée par des émigrés italiens ou allemands. Parfois, des mouvements de résistance clandestins émanant des anciens partis politiques interdits ou des Églises (Allemagne) existent.

L'opposition peut aussi prendre la forme d'une résistance passive (non-respect des objectifs de production en URSS).

C - La violence comme principe de gouvernement

1. Les moyens de la violence

Les régimes totalitaires se dotent tous d'une police politique traquant les opposants : la Tcheka, devenue NKVD en URSS ; l'OVRA (Organisme de vigilance et de répression de l'antifascisme, créée en 1926) en Italie ; la Gestapo (créée en 1933) et la SS en Allemagne.

Ces polices politiques sont les instruments d'une violence dont l'ampleur diffère selon les régimes. Le fascisme italien fait ainsi beaucoup moins de victimes que le nazisme et le stalinisme.

2. La répression des oppositions

Les pouvoirs totalitaires persécutent leurs opposants politiques. En Allemagne, les premiers camps de concentration fonctionnent à partir de 1933 (Dachau). En Italie, les îles Lipari remplissent cette fonction. En URSS, une administration spécifique, le goulag, gère les camps de travail dans lesquels sont déportés les opposants.

La violence se déchaîne aussi contre ceux qui, au sein du pouvoir, s'éloignent de la ligne officielle. En 1934, lors de la Nuit des longs couteaux, Hitler fait éliminer les chefs de la SA, qu'il juge trop anticapitalistes. En URSS, Staline organise de vastes purges (1936-1938), qui donnent lieu à l'élimination des anciens cadres du parti et de l'Armée lors des spectaculaires procès de Moscou.

3. L'élimination des « ennemis de l'intérieur »

En Allemagne, les Juifs sont victimes de la violence de l'État nazi. Cela prend d'abord la forme de lois discriminatoires, comme les lois de Nuremberg (1935), puis celle de pogroms, comme celui de la Nuit de cristal, en 1938.

En URSS, la violence se dirige tout particulièrement contre les koulaks. De 1929 à 1933, Staline lance la « dékoulakisation », qui provoque une famine et plusieurs millions de victimes. Ils sont aussi les principales victimes de la Grande Terreur, en 1937 et 1938.

DOCUMENTS. Le culte du chef dans les régimes totalitaires (p. 60)

Doc 2 p. 60 : Un poème à la gloire de Staline

Ô grand Staline !

Ô chef des peuples,

Toi qui fais naître l'homme,

Toi qui fécondes la terre,

Toi qui rajeunis les siècles,

Toi qui fais fleurir le printemps,

Toi qui fais vibrer les cordes musicales,

Toi splendeur de mon printemps,

Soleil reflété par des milliers de cœurs.

Poème de Rakhimov, publié en 1936 dans la Pravda

(journal officiel du PCUS).

DOCUMENTS. Le nazisme et l'art (p. 61)

Doc 2 p. 61 : Les Juifs et la virilité selon les nazis

La doctrine juive a détruit la force de notre peuple. La force virile est son ennemie, elle la redoute, car elle seule peut empêcher les Juifs de détruire le monde. Le national-socialisme accepte le défi et combat contre une juiverie efféminée et délétère¹ [...]. La juiverie veut amollir l'homme en en faisant une créature internationale et pacifique. Elle use pour cela – avec un raffinement tout ce qu'il y a de plus juif – du sport, c'est-à-dire du combat [...] en expliquant que la lutte pacifique doit remplacer la guerre, que le sport unit les peuples et les rend aptes à de grandes actions pacifiques².

Bruno Malitz, Le Sport dans l'idée nationale-socialiste, 1934.

1. Néfaste.

2. L'auteur fait ici allusion au mouvement olympique, qui associe compétitions sportives internationales et promotion de la paix.

DOCUMENTS. L'encadrement des sociétés (p. 62-63)

Doc 1 p. 62 : L'encadrement des loisirs en Italie

L'Opera Nazionale Dopolavoro (« Œuvre nationale du temps libre ») est un organisme d'État.

Tous les bâtiments, avec leurs vestiaires, leurs bains, leurs douches, leurs cabines, sont organisés pour le sport. Et, sur les murs, partout des phrases du Duce [...] engageant les jeunes athlètes de l'Italie moderne à « reprendre les traditions glorieuses de Rome ». [...]

Les enfants prennent quatre repas au Dopolavoro payés entièrement par l'État. Ils bénéficient de l'assistance médicale gratuite [...] et peuvent librement jouer, en dehors des exercices religieux et des exhortations patriotiques [...]. En dehors de leurs heures de travail, leurs parents viennent les rejoindre, et toute la famille se retrouve pour telle représentation théâtrale en plein air ou telle rencontre sportive d'importance. [...]

Ce qui me déconcerte le plus vivement dans cette organisation [...], c'est son exclusivisme fasciste. À peine mes amis italiens – tant la chose leur semble normale – songent-ils à me rappeler que seuls les ouvriers possédant leur carte de membre du Parti national fasciste peuvent être inscrits au Dopolavoro [...]. En pratique, l'ouvrier italien n'est pas libre d'adhérer ou de refuser son adhésion à tout l'ensemble : l'État italien contrôle, oriente et dirige dans sa vie jusqu'à ses loisirs. [...]

Plus encore que le bien-être ou l'enrichissement spirituel de l'ouvrier, ce qui importe c'est la nation, l'État. [...] Ce qui est toujours présent d'abord, c'est le Duce, et le pays, et le souvenir des glorieux aïeux.

Témoignage d'un Français sur un centre de loisirs de l'OND, rapporté
dans la revue Études, 5 avril 1937.

Doc 5 p. 63 : Le rôle du Komsomol en URSS

Que signifie faire adhérer au Komsomol ? Cela signifie donner au jeune une formation marxiste-léniniste¹, [...] lui permettre de diriger idéologiquement un groupe de jeunes, faire en sorte qu'il devienne un modèle pour tous les autres, aussi bien dans son travail que dans sa vie privée. [...]

Les principales formes de notre travail seront :

– l'animation du « coin rouge » : les komsomols rassembleront les jeunes du village autour du « coin rouge » pour des discussions sur les thèmes du genre : qu'est-ce que le parti ? qu'est-ce que l'URSS ?

– la régénérescence des fêtes de village : durant les fêtes de Noël et de Mardi gras, il y aura des fêtes de jeunes, au cours desquelles il y aura des jeux anciens, des danses sans fin, des chansons à boire. La jeunesse y est souvent ivre, ce qui entraîne des bagarres et même des rixes. La cellule du Komsomol devra s'efforcer d'introduire des correctifs à ces fêtes : chansons révolutionnaires, jeux nouveaux, lecture à haute voix de journaux humoristiques. Lorsque cela s'avère possible, la cellule organisera une « fête rouge ». [...] Il faut lire des articles du journal L'Athée. [...]

– liquidation de l'analphabétisme : la cellule fera venir les éléments les plus attardés de la jeunesse : ouvriers agricoles, bergers, jeunes filles, organisera la prise en charge individuelle de chaque analphabète par un komsomol instruit.

Instructions d'une cellule des Jeunesses communistes, 1927.

1. Communiste.

POINT DE PASSAGE. 1937-1938 : la Grande Terreur en URSS

(p. 64-65)

Doc 2 p. 64 : Le chef du NKVD de Sibérie occidentale organise

l'« opération Koulak »

En juillet 1937, Mironov, chef du NKVD de la région de Sibérie occidentale, donne des instructions à ses subordonnés.

Et maintenant, quelques aspects techniques de la plus haute importance. Prenons, par exemple, le secteur de Tomsk, ou d'autres secteurs opérationnels. Pour chacun d'entre eux, en moyenne, il faudra exécuter 1 000 individus et, dans certains cas, jusqu'à 2 000 ou peut-être plus. Que devra faire le responsable opérationnel du secteur quand il viendra sur place ? Trouver un lieu pour les exécutions et un lieu pour les inhumations. Si l'on enterre les cadavres dans un bois, par exemple, il faudra au préalable découper la mousse, puis en recouvrir la terre fraîchement retournée pour rendre conspiratif¹ le lieu, afin qu'il ne devienne pas un jour un endroit où pourrait se donner libre cours le fanatisme contre-révolutionnaire de la cléricaille². Notre appareil³ même ne doit absolument pas savoir où les individus ont été exécutés, personne ne doit rien savoir, car c'est de notre propre appareil qu'un jour ces informations pourraient bien sortir.

Cité dans Nicolas Werth, « Les lieux enfouis de la Grande Terreur »,
Carnet de l'IHTP, mai 2017.

1. Secret.
2. Manière péjorative de désigner le clergé russe.
3. Désigne ici le Parti communiste.

Doc 3 p. 64 : La minorité polonaise victime de la Grande Terreur

En 1937, la Grande Terreur touche les Polonais vivant en URSS, ainsi que d'autres minorités nationales, comme les Ukrainiens ou les Allemands.

J'ordonne :

1) de commencer, à partir du 20 août 1937, une grande opération visant à liquider entièrement toutes les cellules et organisations locales de l'Organisation militaire polonaise¹, et en premier lieu l'ensemble des cadres espions et saboteurs de cette organisation dans les domaines de l'industrie, du transport et de l'agriculture.

L'opération devra être achevée dans un délai de 3 mois, soit le 20 novembre 1937.

2) devront être immédiatement arrêtés :

- a) les membres actifs de l'Organisation militaire polonaise démasqués par l'Instruction [...] ;
- b) tous les prisonniers de guerre de l'armée polonaise restés en URSS² ;
- c) tous les émigrés polonais en URSS [...].

Le Commissaire du peuple à l'Intérieur de l'URSS, Commissaire général de la Sécurité d'État, lejo.

Ordre opérationnel du NKVD n° 00485, 11 août 1937.

1. Désigne une organisation accusée d'espionner pour la Pologne.
2. En 1919, la Pologne a été créée aux dépens de la Russie : une guerre russo-polonaise s'est ensuivie (1919-1921) pour fixer la frontière.

POINT DE PASSAGE. 9-10 novembre 1938 : la Nuit de cristal

(p. 66-67)

Doc 2 p. 66 : L'antisémitisme dans la population allemande

Depuis quelques semaines déjà, on avait perçu des signes très nets d'agitation parmi les masses. [...] Sur diverses boutiques, à l'entrée des cinémas, etc., étaient également apparus des écriteaux : « Interdit aux Juifs », etc. À Ansbach, par exemple, le siège de l'administration du district, on avait vu cette pancarte fleurir à la devanture de toutes les boutiques, sans exception.

Dans les bourgs plus petits et à la campagne, la situation était pire encore. Victimes d'actes de terreur ou contraints de signer, des gens furent forcés de vendre tous leurs biens pour un prix de misère en l'espace de quelques heures et de déguerpir. Où ? Vers la grande ville la plus proche, naturellement.

Témoignage d'un Allemand juif, fin novembre 1938, cité par I. Kershaw, L'Opinion allemande sous le nazisme, Bavière 1933-1945, CNRS Éditions,

1995

Doc 3 p. 67 : Les violences de la Nuit de cristal

Cet article d'un journal français évoque la Nuit de cristal à Berlin.

Peu d'agents dans les rues, et ceux qu'on pouvait rencontrer assistaient indifférents au terrible pillage. Si des arrestations ont été effectuées, ce sont sur la personne de Juifs essayant de défendre leurs biens. [Des] milliers de magasins, de bureaux et d'entrepôts [...] ont été pillés aujourd'hui. [...]

Toutes les synagogues importantes, aussi bien à Berlin qu'à Hambourg et dans des villes de moindre importance, ont été soit incendiées, soit absolument vidées de tous les objets précieux qu'elles contenaient. [...]

La journée et la nuit [...] n'auront pas été moins affreuses pour la population de Munich que pour celle des grands centres allemands. Dès ce matin des personnalités juives des plus en vue ont été arrêtées et gardées en otages par la police. [...] Des centaines d'hommes et de femmes se sont précipités dans les consulats étrangers pour y obtenir des visas leur permettant de quitter le Reich, mais la plupart étant nés en Allemagne, avaient déjà leurs passeports confisqués par la police. Tout ce qui reste de population israélite, environ 6 000 personnes, a maintenant reçu l'ordre de quitter le territoire du Reich dans les quarante-huit heures.

Article paru dans Le Figaro, 11 novembre 1938.

Doc 5 p. 67 : Les lois antisémites, novembre 1938

A. Ordonnance pour l'élimination des Juifs de la vie économique de l'Allemagne, 12 novembre 1938

Art. 1. Avec effet au 1^{er} janvier 1939, il est interdit aux Juifs d'exploiter des magasins de vente de détail [...] ainsi que l'exercice d'un métier à leur compte. [...] Les entreprises exploitées à l'encontre de cette interdiction seront fermées par la police.

B. Ordonnance, 14 novembre 1938

L'attitude hostile du peuple juif envers le peuple et le Reich allemands [...] demande une défense énergique et une dure expiation. C'est pourquoi [...] j'ordonne ce qui suit :

Art. 1. Le versement d'une contribution d'un milliard de Reichsmarks au Reich allemand est imposé à la communauté des Juifs de nationalité allemande.

C. Ordonnance concernant la fréquentation des lieux publics par les Juifs, 28 novembre 1938

L'État national-socialiste ayant depuis plus de 5 ans donné aux Juifs la possibilité de créer et de cultiver leur propre vie culturelle au sein d'organisations spécifiquement juives, il n'est plus possible de les laisser participer aux manifestations de la culture allemande. L'assistance à ces manifestations et surtout aux représentations théâtrales, cinématographiques, aux concerts, conférences, spectacles artistiques [...], de danse et aux expositions de nature culturelle ne doit donc plus être permise aux Juifs, avec effet immédiat.

DOCUMENTS. Les femmes dans l'URSS de Staline et l'Allemagne nazie (p. 68-69)

Doc 2 p. 68 : La question du droit des femmes en URSS

Le 18 novembre 1920, l'avortement devient légal et gratuit sous certaines conditions. En 1936, le projet de l'interdire à nouveau fait l'objet de réunions publiques, alors que la Constitution soviétique de 1936 affirme une parfaite égalité de droits entre les femmes et les hommes.

Le gouvernement lui-même a, pour la première fois, demandé aux masses populaires d'exprimer librement leur avis sur les mesures proposées. Celles-ci touchent chacun dans sa vie personnelle et intime et il n'est pas étonnant que les masses prennent part avec empressement à cette large consultation à laquelle on a voulu donner le caractère d'un vaste référendum démocratique.

Les opinions exprimées dans divers meetings [...] indiquent d'ores et déjà que l'opposition au projet de loi sera assez forte. Une ouvrière déclare qu'on ne doit pas forcer une femme à être mère contre sa volonté. [...] Une opposition particulièrement vive s'est manifestée au meeting des dames téléphonistes de Moscou. [...] En bref, il apparaît que les femmes russes entendent que leur égalité avec les hommes ne soit pas un vain mot.

Le Temps (journal français disparu en 1942), 13 juin 1936.

Le 27 juillet 1936, l'avortement est interdit sauf pour raisons médicales.

Doc 3 p. 69 : Hitler et la place des femmes

Le slogan de l'émancipation de la femme est une invention juive pure et simple. La femme allemande n'a, quand tout va bien en Allemagne, pas besoin de s'émanciper [...].

Quand on dit que le monde de l'homme, c'est l'État, le combat, l'engagement pour la communauté, on pourrait penser que le monde de la femme est plus étriqué, car son monde à elle, c'est son mari, sa famille, ses enfants, sa maison. Mais qu'en serait-il du monde des grandes choses si personne ne veillait sur ce petit monde-là ? [...]

Ce que l'homme consent comme sacrifice dans le combat pour son peuple, la femme le consent dans son combat pour la préservation de son peuple [...]. Ce que l'homme investit de courage héroïque sur les champs de bataille, la femme l'investit en dévouement, souffrance et patience. Chaque enfant qu'elle met au monde est une bataille qu'elle gagne pour l'existence de son peuple, contre le néant.

Adolf Hitler, discours au congrès du NSDAP, 8 septembre 1934.

L'HISTOIRE EN QUESTIONS. Toute contestation est-elle impossible dans l'Allemagne nazie ? (p. 70-71)

Doc 1 p. 70 : Les protestants bavarois face au nazisme

À partir de 1933, l'Église protestante de Bavière (région majoritairement catholique) établit des rapports sur l'attitude des protestants face au parti et au régime nazis :

Le NSDAP a rallié les meilleurs éléments. Au cours du premier semestre 1933, nos paroisses se sont réjouies du fond du cœur parce qu'il a toujours été dit, tant dans les déclarations personnelles du Führer Hitler que dans le programme du NSDAP, que les dirigeants de l'État voulaient élever un peuple entièrement chrétien. [...]

Mais ces premières réjouissances passées, la désillusion fut bien vite au rendez-vous. Dans toutes les paroisses, les plaintes se sont faites plus pressantes que jamais pour déplorer que les activités [...] de la Jeunesse hitlérienne, des SA, des SS et d'autres organisations du Parti fussent de plus en plus préjudiciables à la pratique religieuse et surtout que l'on dissuadât les jeunes de participer à l'office.

Rapport du doyenné de Schwabach, juillet 1934.

En son for intérieur, l'écrasante majorité de la population rejette le Parti ; beaucoup – et ce sont les meilleurs éléments – perçoivent très clairement les intentions idéologiques du Parti et leurs conséquences ultimes. Bien entendu, la prudence est de rigueur dans l'expression des critiques. [...]

Le malaise croissant dans les campagnes s'accompagne d'une peur accrue des dirigeants chez bon nombre de gens et met en évidence un autre aspect très

déplaisant de la vie paroissiale : les gens se méfient les uns des autres, des familles et des ménages entiers se déchirent. Jamais la communauté nationale n'a eu moins de réalité qu'aujourd'hui.

Rapport du doyenné de Kitzingen, mai 1939.

L'écrasante majorité des paroisses [...] pense très largement que, « d'une manière ou d'une autre, il n'y a rien à faire » contre les nouvelles forces et se résigne. La population n'oublie plus aussi facilement, mais n'ose pas non plus réagir promptement.

Rapport de l'Église provinciale de Bavière sur les années 1937-1938,
décembre 1939.

Doc 2 p. 71 : Le salut nazi en procès

Le tribunal de Bielefeld a rendu un verdict déterminant lors d'un récent procès pénal contre un accusé qui avait refusé, lors d'une grande manifestation du mouvement nazi, de saluer le drapeau [à croix gammée] [...]. L'accusé se trouvait dans une assemblée de plusieurs milliers de personnes à l'hôtel de ville de Bielefeld. Alors que, naturellement, tous les autres saluaient la procession des symboles du III^e Reich, l'accusé s'est ostensiblement refusé à faire de même, même lorsque plusieurs de ses voisins, qui y voyaient là une provocation, lui ont demandé de ne pas heurter la sensibilité du peuple [...].

Pendant le procès, le procureur a fait valoir que, certes, aucune loi n'obligeait à saluer le drapeau et les symboles de souveraineté, mais que comme l'usage du salut s'était répandu, tout refus ostensible de saluer était à considérer comme une provocation [...]. La communauté du peuple est mise en danger par de tels comportements. Le tribunal a suivi ce raisonnement et a condamné l'accusé à deux semaines de prison.

Article paru dans le Völkischer Beobachter, journal du Parti nazi,

1^{er} février 1935

Doc 3 p. 71 : S'opposer dans l'Allemagne nazie

Si profonde que fût l'insatisfaction de toutes les couches de la population devant les résultats de la politique économique et sociale nazie [avant la guerre], elle se transforma rarement en opposition politique. La dissension restait très largement verbale. Bien souvent, elle n'allait guère au-delà des rouspétances traditionnelles au sujet des prix, de la paie, des conditions de travail [...].

Rarement gouvernement a fait si grand cas que le régime nazi [...] de la manipulation de l'opinion. Reste que, malgré quelques succès notables de sa propagande, il obtint des résultats limités. Sous l'image d'uniformité monolithique¹ chère à la propagande du III^e Reich, continua à exister une opinion populaire indépendante. [...]

Rarement gouvernement chercha [...] à châtier aussi implacablement les voix dissidentes. Pourtant, malgré un État policier aussi massif que coercitif² et mis à part la poignée de téméraires qui risquèrent quotidiennement leur vie dans le monde crépusculaire de la résistance clandestine, l'opposition persista sous des formes très diverses derrière une façade monolithique de consensus et de contrôle absolu.

I. Kershaw, L'Opinion allemande sous le nazisme, Bavière 1933-1945,

CNRS Éditions, 1995.

1. Totale, absolue.

2. Qui utilise la contrainte, la punition.

COURS 3. Les régimes totalitaires et l'ordre européen (p. 72-73)

Comment les régimes totalitaires contribuent-ils à la déstabilisation de l'ordre européen dans les années 1930 ?

A - Les objectifs européens des régimes totalitaires

1. L'hostilité au règlement de la Première Guerre mondiale

L'Allemagne nazie et l'Italie fasciste sont hostiles au système de sécurité collective destiné à garantir la paix internationale (création de la Société des Nations en 1920) et le dessin des frontières fixé au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Elles contestent les traités de l'après-guerre. S'opposant au traité de Versailles, Hitler veut remilitariser l'Allemagne et reprendre le contrôle de la rive gauche du Rhin.

Mussolini veut obtenir les terres promises à l'Italie lors de la guerre et qu'elle n'a pas reçues à l'issue du conflit.

2. L'Allemagne et l'Italie : des régimes impérialistes

Mussolini entend imposer son autorité en Méditerranée, en mémoire de la puissance de l'Empire romain antique. Cela heurte les intérêts des autres puissances européennes, notamment la France et le Royaume-Uni.

Dans Mein Kampf, Hitler défend un programme pangermaniste ; il affirme la nécessité de doter les Allemands d'un « espace vital », conquis sur les peuples non germanophones, et de tirer vengeance de la France, « ennemi mortel du peuple allemand ».

3. La politique extérieure de l'URSS

À partir de 1934, la politique extérieure de Staline est dominée par un impératif : protéger l'URSS de l'affirmation de l'impérialisme allemand et de l'anticommunisme.

Cela conduit le Komintern à encourager les partis communistes européens à s'allier avec les autres forces de gauche. C'est le cas notamment en France (Front populaire, 1936) et en Espagne (Frente popular, 1936).

B - Les totalitarismes et l'échec de la sécurité collective (1935-1936)

1. Les premières atteintes au droit international

Dans le contexte de la crise des années 1930, l'Allemagne et l'Italie cherchent à relancer l'activité économique par le développement de la production d'armements.

En parallèle, elles lancent leurs premières offensives contre l'ordre international.

Après avoir quitté la SDN en 1933, l'Allemagne tente d'annexer l'Autriche en 1934 mais échoue face à l'hostilité de Mussolini, l'Italie ayant une frontière commune avec cet État.

Au cours des années suivantes, Hitler viole impunément le traité de Versailles en rétablissant le service militaire (1935) et en réoccupant militairement la Rhénanie (1936). De son côté, l'Italie entreprend la conquête de l'Éthiopie en 1935, ce qui lui vaut d'être condamnée par la SDN.

2. La guerre d'Espagne

En 1936, la victoire du Frente popular aux élections législatives provoque le soulèvement du général Franco, partisan d'un régime autoritaire fondé sur l'armée et

l'Église. C'est le début d'une sanglante guerre civile, qui se solde par la fin de la République espagnole (1939).

Alors que les démocraties occidentales défendent le principe de la non-intervention pour ne pas déstabiliser l'ordre européen, l'Italie et l'Allemagne soutiennent Franco en lui envoyant des hommes et du matériel militaire.

De son côté, l'URSS de Staline envoie aux républicains espagnols du matériel et des experts militaires, tandis que de nombreux communistes européens s'engagent dans les Brigades internationales.

3. Les conséquences internationales de la guerre d'Espagne

La guerre d'Espagne marque l'échec du système de sécurité collective et l'impuissance des démocraties occidentales.

Elle favorise aussi le rapprochement entre l'Italie et l'Allemagne, qui se concrétise en novembre 1936 par la naissance de l'Axe Rome-Berlin. L'année suivante, Mussolini rejoint l'Allemagne et le Japon dans le cadre du pacte anti-Komintern, dirigé contre l'URSS et le communisme.

C - Les régimes totalitaires et la marche à la guerre

1. L'impérialisme hitlérien

À partir de 1938, Hitler se lance dans la réalisation de son programme pangermaniste. Fort de l'alliance conclue avec l'Italie, il parvient à réaliser l'Anschluss, après avoir réussi à imposer un nazi à la tête du gouvernement autrichien.

Il exige également que la Tchécoslovaquie lui livre le territoire des Sudètes. La population de cette région est en effet majoritairement germanophone.

2. La conférence de Munich (septembre 1938)

Face à l'impérialisme hitlérien, les démocraties occidentales essaient de maintenir la paix coûte que coûte. Les 29 et 30 septembre 1938, lors de la conférence de Munich, la France et le Royaume-Uni accordent à Hitler le territoire des Sudètes contre la garantie de la paix.

3. L'année 1939

Cette attitude laisse libre cours aux ambitions des régimes fascistes : en mars 1939, contrairement aux engagements pris à Munich, Hitler lance une offensive contre la Tchécoslovaquie, première étape de la construction de « l'espace vital ». Dans la foulée, Mussolini prend le contrôle de l'Albanie en avril.

Afin de se préparer à la guerre, Hitler conclut avec l'URSS le pacte germano-soviétique (23 août 1939). Il s'agit d'un pacte de non-agression entre les deux puissances, qui comprend également un volet secret, prévoyant le partage de la Pologne et reconnaissant les droits de l'URSS sur la Finlande, les pays Baltes et la Bessarabie (région de Roumanie).

Le 1^{er} septembre 1939, Hitler lance une offensive contre la Pologne, entraînant l'entrée en guerre de la France et du Royaume-Uni.

POINT DE PASSAGE. 1936-1939 : les interventions étrangères dans la guerre civile espagnole (p. 74-75)

Doc 4 p. 75 : Les enjeux de l'intervention italienne en Espagne (1936)

Le rôle joué par le conflit espagnol en ce qui concerne les relations de l'Italie avec la France et l'Angleterre pourrait être similaire à celui du conflit en Abyssinie¹, ce qui [montre] clairement la réalité des intérêts opposés des puissances et de l'Italie [...]. La lutte pour l'influence politique dominante en Espagne met à nu l'opposition naturelle entre l'Italie et la France, dans le même temps la position de l'Italie en tant que puissance dans la Méditerranée occidentale entre en concurrence avec celle de la Grande-Bretagne. D'autant plus clairement que l'Italie va reconnaître l'opportunité d'affronter les puissances occidentales au coude à coude avec l'Allemagne.

Communiqué d'Ulrich von Hassell, ambassadeur allemand à Rome,
décembre 1936.

1. L'Abyssinie désigne ici l'Éthiopie.

Doc 5 p. 75 : Les brigades internationales

– L'image que l'on veut donner des volontaires de la guerre d'Espagne ne correspond pas à ce que c'était en réalité [...]. Nous ne sommes pas partis là-bas pour défendre la République. Nous sommes partis là-bas parce que nous croyions que nous allions participer à la révolution. Et quand nous avons été là-bas nous avons été convaincus, pendant toute la guerre, que nous luttons pour la révolution mais qu'il ne fallait pas le dire, pour ne pas desservir notre cause auprès des bourgeoisies occidentales. C'était en somme un double jeu. Mais nous étions là-bas pour faire la révolution ! [...]

– Ce double langage du Komintern, vous l'avez accepté pendant tout le temps où vous avez participé à la guerre d'Espagne ?

– Oui. Nous pensions que nous allions rouler la bourgeoisie en disant une chose et en faisant une autre. En fait c'est nous qui avons été roulés.

Entretien avec Henri Chrétien, médecin-chef communiste dans les Brigades internationales, dans R. Skoutelsky, L'espoir guidait leurs pas,

© Éditions Grasset & Fasquelle, 1998.

RÉVISIONS. Les régimes totalitaires de l'entre-deux-guerres (p. 77)

1. Les idéologies des régimes totalitaires

Le fascisme italien, porté au pouvoir par Benito Mussolini en 1922, développe une idéologie nationaliste et antidémocratique.

Le nazisme allemand, au pouvoir à partir de 1933, se fonde sur le programme idéologique établi par Hitler dans Mein Kampf : affirmation de la supériorité de la « race aryenne », antisémitisme, refus de la démocratie, anticommunisme.

Le stalinisme, qui s'impose en URSS en 1928, repose sur l'idéologie communiste : suppression de la propriété privée, affirmation du PCUS et de l'État comme acteurs primordiaux de la construction du communisme

2. L'exercice du pouvoir totalitaire

Les régimes totalitaires nient les libertés individuelles. Politiquement, tous donnent naissance à un système de parti unique et au culte du chef, alimenté par une intense propagande.

Désireux de créer un « homme nouveau », ils s'efforcent d'encadrer très étroitement l'économie, la société et la culture, en conditionnant les esprits. Ils y parviennent largement, en dépit d'oppositions et de résistances.

Tous font usage de la violence contre certaines franges de la population : lors de la Grande Terreur en URSS ou contre les Juifs lors de la Nuit de cristal en Allemagne.

3. Les régimes totalitaires et l'ordre européen

Les régimes totalitaires sont hostiles au système de sécurité collective instauré au lendemain de la Première Guerre mondiale, destiné à garantir la paix.

La guerre d'Espagne montre l'échec de ce système, puisque tous les régimes totalitaires y prennent part, s'affrontant en quelque sorte à distance.

Dans la seconde moitié des années 1930, les régimes totalitaires construisent les dynamiques conduisant à la Seconde Guerre mondiale. Les démocraties européennes ne parviennent pas à les endiguer.